

assistance que nous pourrions apporter pour mettre en place des forces de maintien de la paix dans la région. J'ai déclaré au Secrétaire général que le Canada était solidaire des Nations Unies avant le conflit, qu'il l'est maintenant et qu'il continuera de l'être après que Saddam se sera retiré du Koweït, pour bâtir une nouvelle paix.

Nous avons entendu certains demander une pause des hostilités. Nous croyons fermement que ce serait improductif et imprudent. Par ses actes, Saddam Hussein continue de manifester le plus grand mépris pour les Nations Unies. Il dispose encore d'armes avec lesquelles il peut essayer de terroriser Israël et d'autres États. Une interruption maintenant, alors qu'il possède encore ces armements, reviendrait à prendre un risque inacceptable. Une interruption serait considérée comme venant récompenser les attaques de l'Iraq contre Israël ou sa menace de commettre les crimes de guerre en transportant des prisonniers de guerre vers des cibles stratégiques pour en faire des boucliers humains.

Saddam Hussein sait ce que le monde attend de lui. Il n'a pas besoin de pause pour y réfléchir. Il a déjà eu un délai de grâce. Les actions qui sont actuellement dirigées contre sa machine de guerre devraient suffire à occuper son esprit. Le seul répit auquel il aura droit lui sera accordé quand il démontrera sans équivoque qu'il se retire totalement du Koweït.

Pourtant, tout comme nous devons agir maintenant avec détermination et dans l'unité, nous devons aussi penser à la paix qui va suivre. L'histoire des guerres dans la région du Golfe montre que, peut-être plus que dans toute autre région, les conflits semblent seulement y être prétexte à amorcer le conflit suivant. Ce ne peut pas être le cas cette fois-ci. Et c'est là une autre raison de maintenir la solidarité au sein de la coalition. En effet, si la coalition s'effondrait maintenant, l'animosité et les tensions que cela créerait pourraient empoisonner la paix que nous tentons d'édifier.

Avant le 15 janvier, le Premier ministre a envoyé une lettre au Secrétaire général dans laquelle il décrivait ce qui, d'après nous, étaient les éléments d'un plan qui aurait pu empêcher le conflit d'éclater. J'ai présenté la lettre à la Chambre le 16 janvier. Le contenu de ce plan ressemblait fort à celui de la tentative de paix de dernière minute faite par M. Perez de Cuellar avant minuit le 15 janvier.

À notre avis, c'est seulement lorsque Saddam Hussein aura démontré qu'il se retire du Koweït que les éléments de ce plan pourront garder leur pertinence, à savoir :

- une garantie internationale protégeant toutes les frontières des États de la région du Golfe d'une attaque;